



Déclaration sur le RSU 2023

Les organisations syndicales représentatives de l'Inserm constatent dans ce RSU 2023 que la baisse du nombre de postes à l'Inserm continue. Ce sont 7% de baisse des effectifs en 7 ans avec -25% parmi les Techniciens et la quasi-disparition des AT sur les 10 dernières années.

Dans le même temps durant les 9 dernières années, le nombre des IR a augmenté de 26%, celui des IE de 9% alors que le nombre des AI restent stables.

On constate donc que la politique de repyramidage à budget constant induit mécaniquement la baisse du nombre des personnels techniques alors que les besoins et la charge de travail n'est pas en baisse. Le travail technique et administratif est par conséquent aussi effectué par les chercheurs (au détriment du temps recherche).

Le nombre de chercheurs reste stable.

Mais on constate surtout une explosion du nombre des non titulaires avec 42,8 % agents (12% d'augmentation en 2 ans)

En effet 89 agents sont en CDI et le nombre de CCD augmente de 13% en 1 an, et de 39 % en 7 ans (depuis 2016). Cette précarité touche plus particulièrement les femmes.

En 2023 les CDD sont essentiellement des femmes (66%).

52% sont des chercheurs et plus précisément des chercheuses (62 % de femmes).

Cette situation se dégrade d'année en année.

Au niveau du plafond de verre il est toujours bien présent tant au niveau des carrières que des rémunérations. Il y a toujours à l'Inserm une forte proportion masculine des DU (73,1 %)

Les rémunérations sont inférieures pour les femmes avec des rémunérations moyennes de 3257€ pour les femmes contre 3774€ pour les hommes soit un écart de 517€ mensuel pour une population féminine majoritaire (5379 femmes pour 3312 hommes). De nombreuses femmes ne touchent pas des rémunérations correspondant à leurs missions. En effet on ne peut pas imaginer que les missions les plus importantes soient réalisées majoritairement par des hommes !

Nous constatons aussi que l'âge de recrutement des chercheurs et chercheuses ne cesse d'augmenter : CRCN avec ancienneté postdoctorale moyenne de 9,2 ans en 2023 (9,4 ans en 2022) et un âge moyen de 38,2 ans (37,4 ans en 2022). Cet âge tardif de recrutement joue sur l'attractivité des postes.

La courbe de l'âge moyen des agents augmente régulièrement depuis 2015 en passant de 45,9 ans à 48,6 en 2023 pour les TI et de 48,9 à 51,2 pour les chercheurs. C'est sans doute un effet de la précédente réforme des retraites.

Nous sommes ravis de constater que le nombre d'agents qui ont perçu un CIA a augmenté de 5% en 2023. Cependant, 12 % des IT ne le touche et il serait souhaitable de savoir pourquoi certains agents ne touchent pas cette prime et si d'année en année ce sont toujours les mêmes agents qui sont écartés.

En ce qui concerne l'IFSE les moyennes données devrait être remplacée par des médiane car au niveau syndical nous savons qu'un grand nombre d'agents en particulier dans les laboratoires sont loin de toucher l'IFSE moyen.

Au niveau du RIPEC en particulier C3 on est encore loin des 45 % des chercheurs et chercheuses impactés car seuls 39% des chercheurs qui l'ont demandé l'ont perçu.

Et depuis 2019, cela ne représente que 600 des 2180 chercheurs et chercheuses, soit 27,5 %

Enfin, on constate une explosion du nombre de bénéficiaires de la GIPA en 2 ans : plus d'1/4 des agents Inserm. Jusqu'à 2021 les chiffres étaient assez stables, autour de 6,5 % des agents touchent la GIPA, avec environ 2,5% de la population IT et 11,5% de la population des chercheurs

Depuis, dans le RSU 2023 (la hausse commence en 2022), on est passé à 26,4% des agents qui touchent la GIPA, avec environ 20% de la population IT et 35% de la population de chercheurs.

Ce sont des augmentations énormes du nombre de personnes concernées en moins de 2 ans. Cela montre bien le manque de promotions (743 agents dont 597 chercheurs sont bloqués depuis plus de 3 ans au dernier échelon) cela montre aussi le décrochage de nos rémunérations en regard du pouvoir d'achat malgré les 2 dernières augmentations du point d'indice.

En effet être bloqué au dernier échelon de son grade ne devrait pas impliquer avoir un niveau de vie qui baisse tous les ans !

La situation présentée dans ce RSU n'incite pas à l'optimisme et montre bien que la situation ne s'améliore guère à l'Inserm voir se dégrade. Le nombre de contrats précaires ne cesse d'augmenter. Les rémunérations ne sont pas à la hauteur de nos missions et de notre investissement pour la recherche française. Notre institut peine à recruter par manque d'attractivité et le manque de possibilité de promotion provoque un sentiment d'injustice et une augmentation des RPS et de la souffrance au travail, voir une démotivation chez certains agents.